



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale

Préfet de région

Décision de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas sur le projet dénommé « plan d'épandage des boues » sur la commune de Meximieux (01)

Décision n° 2019-ARA-KKP-2047

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2018-415 du 7 décembre 2018 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2019-03-06-29 du 6 mars 2019 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2019-ARA-KKP-2047, déposée complète par la commune de Meximieux le 19 juin 2019, et publiée sur Internet ;

Vu la saisine de l'agence régionale contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 1 juillet 2019 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires en date du 15 juillet 2019 ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un plan d'épandage des boues d'épuration (250 à 300 ha) du lagunage naturel de Meximieux (5 bassins) sur les communes de Meximieux, Pérouges, Rigieux, Le Franc, Joyeux, Le Montellier, Charnoz sur Ain, Villieu-Loyes-Mollon, Saint-Eloy et Chazey sur Ain, situées dans le département de l'Ain, en vue de la valorisation agricole ces boues ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 26.a), du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement « plan d'épandage de boues relevant de l'article R.214-1 du même code et comprenant des installations liées à l'épandage des boues et les ouvrages de stockage de boues, dont la quantité de matière sèche est supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an » ;

Considérant que ce plan d'épandage des boues ne concerne aucune parcelle à l'intérieur d'un site Natura 2000, mais il comprend en partie une ZNIEFF de type 1 « Basse vallée du Longevent » (à 800 m au sud du lagunage naturel), cependant de part la configuration de la pente orientée sud nord, ce plan ne semble de nature à avoir des impacts significatifs au niveau de la ZNIEFF 1, ainsi que sur le lagunage naturel ;

Considérant que l'étude préalable à ce plan d'épandage des boues comprendra :

- la caractéristique des boues et des sols,
- l'identification des contraintes du milieu ,
- une étude hydrogéologique,
- la description des modalités d'épandage,
- les préconisations d'utilisation des boues,
- la représentation cartographique des zones d'épandage,
- les contrats d'épandage entre producteurs de boue et les utilisateurs ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de plan d'épandage des boues n°2019-ARA-KKP-2047 présenté par la commune de Meximieux (01), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

22 IIIII 2019

Pour le préfet et par subdélégation,
la responsable du pôle autorité environnementale

Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives

184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

1000 000 000